

Toute honte bue ou Ubu Roi



« *Le pouvoir est maudit* » Louise Michel

« *Le pouvoir, telle une ravageuse pestilence, pollue tout ce qu'il touche.* » Percy Bysshe Shelley

« Nous devons déposer le pouvoir sans le prendre » ; « commander en obéissant ». Cf Néozapatisme.

Suite de <https://www.bellaciao.org/Le-pouvoir-de-la-honte-face-au-deni>

Le pouvoir de la honte de nos jours ; quelques mises à jour pour expliquer la célèbre rengaine « toute honte bue »

Source1 ;

<https://elucid.media/democratie/la-perversion-du-pouvoir-pourquoi-les-puissants-ne-connaissent-pas-la-honte>

La perversion du pouvoir : pourquoi les puissants ne connaissent pas la honte
publié le 15/12/2025 Par [Mikaël Faujour](#)

De Macron à Sarkozy, de Balkany à Valls, les figures du pouvoir politique et économique accumulent mensonges, condamnations et revers sans jamais manifester ni honte ni remords. Ce n'est pas une anomalie psychologique individuelle : c'est la condition même de l'accession au pouvoir. Des recherches scientifiques prouvent d'ailleurs que le pouvoir attire les profils pathologiques...

Récemment, Emmanuel Macron laissait entendre qu'il pourrait soutenir l'accord UE-Mercosur, contredisant sa déclaration de février au Salon de l'Agriculture où il le qualifiait de « *mauvais texte* ». Une fois de plus, il démontre que sa parole n'a aucune valeur et qu'il n'a lui-même ni parole ni honneur.

Dans un autre registre, les réactions de Nicolas Sarkozy et Marine Le Pen à leurs démêlés judiciaires illustrent une autre forme d'indécence. Le premier prétend avoir été envoyé en prison sur la base d'un « *faux* », alors qu'il a, sur ce sujet, perdu devant la justice par trois fois (1) ; la seconde, condamnée (ainsi que 24 autres personnes, dont 9 eurodéputés) en première instance pour détournement de fonds publics, dénonce une « *décision politique* ». Deux mensonges éhontés de la part d'un ancien président de la République (qui, à ce titre, est supposé avoir été le garant du bon fonctionnement des institutions – et donc de l'indépendance de la justice), et d'une aspirante à cette même fonction.

Ces exemples illustrent que l'exercice du pouvoir politique – ou dans les hautes sphères économiques, à l'image des affaires Kerviel et Madoff, pour ne rien dire de la rocambolesque évasion de sa prison de l'oligarque voyou Carlos Ghosn – implique un hermétisme **aux forces psychiques régulatrices comme la honte ou le sens du ridicule**. Et ces cas sont loin d'être isolés.

Ainsi, Jérôme Cahuzac, condamné en 2016 pour fraude fiscale, se présente aux législatives 2024. Jean-François Copé, dont le score de 0,3 % à la primaire de la droite en 2016 aurait été vécu par quiconque comme une humiliation, persévère sans une once d'embarras. Manuel Valls trahit sa parole lors de la « primaire citoyenne » de 2016 (il soutient Emmanuel Macron, après s'être engagé pourtant à soutenir le vainqueur, Benoît Hamon), enchaîne les déconvenues électorales (élu député à une voix près, avant d'échouer dans sa tentative de conquête de la mairie de Barcelone, sous les moqueries)... puis, à force d'obséquiosités, se voit offrir un portefeuille ministériel aux Outre-mer avant d'être non-reconduit, à sa surprise et sans préavis. Valérie Pécresse et Anne Hidalgo, après une campagne et un score calamiteux à la présidentielle de 2022, poursuivent leur carrière sans avoir été brisées, tant s'en faut, par le sentiment de ridicule ou de **honte**.

Patrick Balkany, condamné pour fraude fiscale et blanchiment, a tenté de faire annuler son inéligibilité (dix ans !) pour se représenter à Levallois en 2026. Et si le tribunal a rejeté sa requête, sa tentative montre combien il se pense toujours légitime à exercer un mandat. Bernard Tapie a longtemps joué, lui aussi, les « résistants » malgré des condamnations multiples. Quant à Christine Lagarde, sanctionnée pour « négligence » dans l'affaire Tapie, justement – quoique sans condamnation inscrite à son casier –, elle a poursuivi sa carrière au Fonds monétaire international et à la Banque centrale européenne, toujours au service de la haute bourgeoisie financière.

Loin d'être spécifiquement français, le phénomène affecte les « démocraties libérales » mondiales : de Silvio Berlusconi, dont la carrière est un carnaval d'obscénités et d'indifférence à la loi, à Donald Trump, son équivalent étasunien, qui aurait probablement été condamné pour la tentative de putsch du Capitole s'il n'avait pas été réélu...

« *Ils n'ont pas honte ?* », se demandent certains, révoltés. **Réflexe d'outrage à cette socialité ordinaire que George Orwell nommait la *common decency* (soit la « *décence ordinaire* »), cette question révèle aussi une naïveté : cela suggère qu'il suffirait de remplacer les « *mauvais* » par des « *bons* ». C'est ne pas voir ce qu'il y a de systémique. Ce n'est pas le hasard qui porte les calculateurs, les narcissiques et les égoïstes au pouvoir, c'est toute l'organisation institutionnelle qui conspire à produire de tels schémas.**

La pathologie au pouvoir

Depuis une vingtaine d'années, diverses études de psychologie scientifique, souvent reprises avec légèreté par les médias, cherchent à établir la prévalence de profils dits « psychopathiques » aux postes à responsabilité au sein des entreprises. Ainsi, dans *Corporate Psychopaths: Organizational Destroyers* (2011), le chercheur Clive Boddy, spécialiste de la « psychopathie d'entreprise », montre comment ces profils grimpent les échelons en se créant des réseaux de protection, en s'attribuant les mérites d'autrui et en neutralisant les opposants potentiels.

Le neuropsychiatre britannique David Owen, lui-même ancien ministre, a théorisé le « *syndrome d'hubris* » et « *l'intoxication du pouvoir* », à travers treize caractéristiques : préoccupation obsessionnelle de l'image, mépris pour les critiques, confiance démesurée en son jugement, impulsivité croissante, perte du sens des réalités, etc. À cela, on trouve une cause physiologique, car « *le pouvoir absolu inonde le cerveau de dopamine. Il crée aussi une addiction* ».

Ce « *syndrome d'hubris* » prospère chez ceux qui présentent déjà des traits narcissiques... que le système institutionnel ou économique récompense.

Les estimations de ces diverses études sont toutefois si larges et parfois extravagantes (de 4 à plus de 20 %) qu'elles montrent l'existence de lacunes épistémiques – en particulier sur la définition du terme « psychopathe », qui renvoie à un ensemble de dispositions et conduites antisociales.

Il paraît pourtant évident que le capitalisme néolibéral tend à encourager et récompenser celles-ci : prise de risque inconsidérée, charisme superficiel, absence d'empathie, manipulation sans remords, narcissisme, impulsivité, vision court-termiste. **Ce qui relève de la pathologie dans la vie ordinaire devient, dans l'économie financière, un avantage compétitif décisif** – par exemple une idée fausse, surévaluée de soi-même : « *L'excès de confiance en soi met en place une mécanique mentale qui empêche de s'évaluer à sa juste valeur. Plus vous avez une appréciation juste de vos propres qualités, plus vous êtes modestes. Et, normalement, vous ne vous sentez pas apte à devenir chef d'État...* », explique Sebastian Dieguez, docteur en neurosciences de l'université de Fribourg, dans un entretien à *La Vie*. D'autres chercheurs ont parlé du « *paradoxe du pouvoir* ».

En économie comme en politique, surmonter les batailles intestines, utiliser des subalternes à des fins personnelles, mentir et manipuler, prioriser son intérêt personnel y compris au détriment des autres ne sont pas des actions sanctionnées. Il s'agit au contraire de ce qu'implique intrinsèquement la conquête du pouvoir, devenue une fin en soi – soit le contraire de ce qui fonde le mythe de la « représentation » politique, donc de l'élection. [Cf Simone Weil - *Note sur la suppression générale des partis politiques* - Allia Editions]

Macron : le pouvoir comme identité

Emmanuel Macron est à ce titre exemplaire. Le sociologue Marc Joly (2) et le journaliste Marc Endeweld (3) le qualifient, non sans raison, de pervers ou de manipulateur (ce qui revient au même). Une phrase rapportée par Le Point en octobre 2024 condense cette dimension : « *Si j'étais sentimental, je me serais déjà suicidé* ». Autrement dit : si j'étais comme vous, je n'aurais pas tenu. « *Dans cette formule, il y a une nudité absolue : la vérité d'un homme qui ne ressent pas comme les autres* », analyse à juste titre le journaliste de *Marianne* Étienne Campion (4).

Dans un article pour l'hebdomadaire, ce dernier avance que les années Macron marquent « *l'histoire d'un pouvoir sans objet, d'une fonction devenue pure représentation. Tous ceux qui l'ont approché*

ou quitté livrent aujourd'hui le même constat, unanime, sans concertation : chez lui, la présidence n'a jamais été un moyen, mais une fin. [...] La présidence, pour lui, n'est plus une fonction, c'est une identité. [...] On croit souvent que ceux qui montent au sommet de l'État portent un dessein. C'est une illusion rassurante. Certains rois n'ont eu d'autre projet que d'être rois. Emmanuel Macron est de ceux-là. Il façonne le pouvoir, le tord, le consume, le détruit parfois, non par goût du néant, mais pour sentir qu'il lui appartient encore ».

Cette incapacité à ressentir la honte n'est pas une anomalie individuelle : c'est la condition même de l'accession et du maintien au pouvoir. Il faut un profil pathologique pour y parvenir, un profil imperméable au doute, au remords, à la remise en question. Il faut avoir le sentiment d'appartenir à un monde par-delà la loi commune, à une engeance supérieure.

Chez les gens ordinaires, l'expérience de la honte, le sens du ridicule tiennent à la réalité potentielle de la réprobation des inconduites de la part de voisins, d'amis, de collègues, autant qu'à l'intériorisation des règles sociales (qui rejoint le *surmoi* freudien). Or, la sécession, le « *séparatisme* » (5) de la bourgeoisie d'avec le reste de la société procèdent de l'effort continu à se soustraire au regard des autres, au contrôle social – qu'il s'agisse des enquêtes des médias (qu'ils rachètent notamment pour éviter cela, si besoin à renfort de censures et de licenciements), de la fiscalité en tant qu'elle cristallise le pacte d'appartenance à une communauté politique, ou bien encore sur le plan spatial, en vivant tout simplement à l'abri des gens ordinaires, dans des ghettos de riches (6). Cette sécession des bourgeois – spatiale, fiscale, sociale – leur épargne de connaître la réprobation régulatrice de la société ordinaire, la condamnation morale des citoyens avec qui on partage une vie en commun, des lieux, des institutions, des expériences politiques, émotionnelles, matérielles ou spirituelles partagés.

Il est donc illusoire d'imaginer qu'il suffise de remplacer les « mauvais » ou les « méchants » par des « bons » ; c'est le système institutionnel lui-même qui promeut le gouvernement des pervers. Par le caractère professionnel de la politique, par l'existence même des partis et des élections comme cadres monopolistiques, la politique est un enjeu de carrière qui attire ceux pour qui le pouvoir est une fin, habiles en stratégie et rouerie – alliances, trahisons, manipulations. À cela s'ajoutent les liens avec les puissances d'argent et le grand patronat, dont le profil psychologique est à l'avenant ; la mise en scène médiatique, qui prime le charisme superficiel sur la vision ; l'absence de contrôle effectif des mandataires une fois élus.

« *Le pouvoir tend à corrompre, et le pouvoir absolu corrompt absolument. Les grands hommes sont presque toujours des hommes mauvais, même quand ils exercent de l'influence et non l'autorité* », écrivait, en 1887, Lord Acton, un homme politique britannique. Le propos éclaire l'impasse des indignations morales.

Reconstruire la décence

Le pouvoir parle autant du désir de dominer de certains que de celui des autres d'être gouvernés au lieu d'être souverains sur leur propre existence. Seule une transformation radicale des institutions peut remettre en question ce système pathogène.

« *La voie à trouver est celle qui mène à la reconstruction d'une société décente* », suggère l'économiste décroissant Serge Latouche, dans une réflexion qui s'ancre dans la pensée de William Morris et celle de George Orwell. « *Une société décente est, d'abord, une société qui n'humilie pas ses membres. [...] La décence commune, ce sont la retenue, l'attention et l'écoute, la capacité*

d'avoir honte de ce qui est fait au monde et aux hommes. “Être sans vergogne, dit Bernard Stiegler, c'est être devenu incapable d'avoir honte” » (7).

Or, **la décence est incompatible avec les cadres institutionnels et économiques présents, qui produisent, encouragent et récompensent les conduites antisociales.** Toute déploration restera stérile tant que n'auront pas été édictées d'autres règles : contrôle des mandataires, déprofessionnalisation de la politique, dissolution des partis comme machines de pouvoir, instauration du tirage au sort, rotation des fonctions, révocabilité permanente, etc.

L'enjeu est révolutionnaire au sens où il exige d'en finir avec le désir d'être gouverné – et donc abusé – plutôt que de gouverner collectivement nos propres affaires ou, à tout le moins, d'établir de nouvelles institutions limitant drastiquement la possibilité d'abus.

Les anarchistes l'ont compris depuis longtemps : **le pouvoir est maudit.** Non parce que de « mauvaises personnes » s'en emparent, mais parce que sa structure même attire et aggrave les pathologies. C'est d'ailleurs cela qu'implique le fait que les élus sont perçus comme « déconnectés », « hors-sol » : ils sont institutionnellement soustraits aux obligations réciproques qui règlent la socialité ordinaire, laquelle sanctionne les conduites antisociales.

Tant que n'auront pas été bâties des institutions qui rendent impossible de s'accaparer le pouvoir, qui dispersent l'autorité au lieu de la concentrer, qui font de la décision collective un exercice ordinaire plutôt qu'une délégation à des « élites », nous continuerons à nous étonner naïvement : « *Mais, n'ont-ils donc pas honte ?* ».

Notes

(1) Nicolas Sarkozy a perdu en première instance, en appel et devant la Cour de cassation, [ce que rappelle Fabrice Arfi](#) qui, contrairement aux interchangeables benêts de commentateurs qui n'ont pas suivi le procès et méconnaissent l'affaire, est l'auteur d'une enquête approfondie et a suivi les audiences. Il n'est sans doute pas malvenu de rappeler que Nicolas Sarkozy a déjà été condamné pour corruption, trafic d'influence et financement illégal de campagne dans le cadre de l'affaire Bygmalion. Au sens littéral, c'est un repris de justice, un délinquant.

(2) Auteur de *La pensée perverse au pouvoir* (Anamosa, 2024).

(3) Auteur de deux livres sur Emmanuel Macron : *L'ambigu Monsieur Macron. Enquête sur un ministre qui dérange* (Flammarion, 2015) et *Le Grand manipulateur. Les réseaux secrets de Macron* (Points, 2020).

(4) Journaliste de *Marianne*, il est l'auteur du livre *Le Président toxique. Enquête sur le véritable Emmanuel Macron* (Robert Laffont, 2025).

(5) Comme souvent dans la parole bourgeoise politico-médiaque, les mots expriment un retour du refoulé, comme un hommage du vice à la vertu, comme une conjuration pour ceux qui condamnent moralement ce que pourtant ils font et encouragent dans les faits.

(6) À l'instar de la [Villa Montmorency](#), dans le XVI^e arrondissement.

(7) Introduction à *Comment nous pourrions vivre*, William Morris, Le Passager clandestin, 2010.

Photo d'ouverture : Le président français Emmanuel Macron serre la main de l'ancien président français Nicolas Sarkozy lors d'une cérémonie marquant le 84e anniversaire de l'appel à la résistance lancé par le général Charles de

Gaulle le 18 juin 1940, au mémorial du Mont-Valérien à Suresnes, près de Paris, le 18 juin 2024. (Photo de Ludovic MARIN / POOL / AFP)

&&&&&&&&&&&&&

Bien sûr, tout le monde aura remarqué qu'au niveau international, il y a des cas plus sévères... du génocide à Gaza aux minerais de sang en Afrique, des conquêtes infinies de l'Amérique du Sud au Groenland toujours pour les ressources, toujours pour abreuver la Machine ; jusqu'à épuisement total et empoisonnement total, bref l'holocauste de la terre puisque le grand ami d'Adolf était Henry Ford et c'est toujours ce grand modèle du capitalisme industriel qui nous gouverne. Une société toute comptable qui ne compte que ce qu'il l'arrange.

L'occident anti sémité colonialiste impérialiste, donc intéressé, a acheté l'holocauste juif tzigane en offrant sur ...un plateau (du Golan...) en 1948 une terre palestinienne aux sionistes.

Après les attentats du 7 octobre 2023, la réponse israélienne et la complicité des puissances occidentales ont montrées que la vie d'un non occidental de vaut rien ; et a balayé le Machin droit de l'hommiste ; il fallait lire dans

- droit de l'homme ; pas de l'enfant, pas de la femme
- droit de l'homme blanc ; pas de l'arabe, le noir, le kanak, l'Inuit, l'apache, l'amérindien, l'asiatique, chasseur-cueilleur etc.
- droit de l'homme blanc plutôt bourgeois ; pas de l'ouvrier artisan paysan et partisan ; où es-tu ?

C'est pourtant l'alarme, le signal de la décomposition du monde et tu observes cette déliquescence en direct sur ton écran digital composé de barbaries numériques ; le dernier avatar étant l'IA ; alors que l'IA c'est la falsification au pouvoir ; tout est faux.

Ami entend- tu le vol noir du drone X sur nos plaines ?

Balance ton smartphone et débranche débranche débranche tout...

La vie vaut mieux qu'un éclair radioactif. La vie renaîtra de la nuit

voir la photo de Trump et Netanyahu à la plage Selon IA ;

source 2

<https://www.radiofrance.fr/franceinter/podcasts/geopolitique/geopolitique-du-jeudi-27-fevrier-2025-2107441>

Quand le rêve de Donald Trump d'une « Côte d'Azur » à Gaza devient une vidéo stupéfiante

Publié le jeudi 27 février 2025



Photo :Donald Trump et Benyamin Netanyahou à "Trump Gaza" dans une vidéo générée par une IA, relayée par le président américain ©AFP - Vidéo générée par une IA, Truth Social

Une vidéo relayée par Donald Trump sur son réseau social a fait le tour du monde hier : générée par une IA, elle représente le rêve du président américain de voir une « Côte d'Azur » sortir des ruines de Gaza. Elle est, pour employer un euphémisme, indécente et a été très critiquée en ligne.

L'avantage de l'intelligence artificielle, c'est qu'elle peut permettre de mettre en image vos fantasmes. Car c'est bien de fantasme qu'il s'agit ici.

Donald Trump a relayé sur son réseau « Truth Social » une vidéo générée par intelligence artificielle, et qui représente son rêve de voir la bande de Gaza transformée en « Côte d'Azur du Proche Orient ». Il en rêve, l'IA l'a fait : la vidéo est proprement sidérante. Tours futuristes, plages ludiques, vacanciers qui prennent du plaisir, des danses du ventre et des cocktails à gogo - et même des pluies de dollars sur Elon Musk.

Et il y a surtout, cette image de Donald Trump et Benyamin Netanyahou, en maillot de bains, allongés sur un transat à la plage, un cocktail à la main, profitant de Gaza Beach, devant la Trump tower Gaza. L'image a fait le tour du monde.

Cela serait risible si on ne parlait pas d'un territoire soumis depuis un an et demi à un déluge de bombes, faisant des dizaines de milliers de morts palestiniens, et dans lequel des otages israéliens continuent d'être retenus. C'est, pour employer un euphémisme, indécent.

Ces images ne sont que le reflet de la vision du monde de Donald Trump : un monde dans lequel il y a des vainqueurs et des « losers » comme il dit, des perdants. Et clairement, les deux millions de Palestiniens de Gaza, tous assimilés de manière réductrice aux islamistes du Hamas, sont des « losers » dont il n'a que faire.

On ne sait pas qui a produit cette vidéo, réalisée avec un logiciel d'intelligence artificielle ; mais quand le président des États-Unis la diffuse sur son compte sans commentaire, le message devient politique, là où il aurait pu rester une facétie de mauvais goût.

Et le message politique correspond à sa proposition qui a sidéré le monde arabe : transférer les Palestiniens de la bande de Gaza dans d'autres pays de la région, Égypte et Jordanie en particulier, et ériger dans la bande de Gaza cette « Côte d'Azur » de la Méditerranée orientale.

Les Palestiniens ne veulent pas de ce projet : elle évoque pour eux une « nouvelle Nakba », la catastrophe en arabe, évoquant l'exode de 1948. L'Égypte et la Jordanie n'en veulent pas plus, le monde arabe est vent debout contre, et le dira sans doute lors d'un sommet réuni aujourd'hui. L'idée ne verra sans doute jamais le jour, mais elle a d'ores et déjà changé la donne politique.

En lançant cette proposition, et maintenant en relayant cette vidéo kitsch, Donald Trump a alimenté les projets les plus extrêmes en Israël. Le rêve de l'extrême-droite israélienne d'expulser les Palestiniens de leurs terres est légitimée par l'hôte de la Maison Blanche. Il est d'ailleurs mis en œuvre en ce moment même en Cisjordanie où des dizaines de milliers de Palestiniens sont chassés de leurs maisons dans des opérations militaires de grande ampleur, alors que le cessez-le-feu se poursuit à Gaza.

La clé de cette vidéo est peut-être dans cette image d'une statue géante dorée de ... Donald Trump lui-même. Elle lui vaut des critiques de ses propres partisans qui y voient le Veau d'or de la Bible. L'ego surdimensionné du président américain est aujourd'hui son talon d'Achille : il l'amène à cautionner tout ce qui le flatte, même quand la décence et un minimum de sens politique voudrait qu'il s'abstienne.



photo : Une statue géante dorée de Donald Trump, dans la vidéo de Gaza générée par une IA - Vidéo générée par une IA, Truth Social